

Lutte de classe

Copenhague. Quelle est l'origine de leur fiasco ?

Je n'ai pas mentionné hier que l'échec du sommet de Copenhague comportait plusieurs causes économiques. Pour écrire ce qui suit, je n'ai lu aucun article de presse ou d'un parti ou encore d'une association, j'ai fait appel aux données que j'avais en tête.

Précision. Cet article a été rédigé en partant du principe qu'on admettait comme plausible l'hypothèse selon laquelle l'activité humaine et le développement de l'industrie seraient responsables en grande partie du réchauffement climatique et des dérèglements qui l'accompagnent, sans que je sois en mesure de le prouver avec certitude tant les données fournies par les scientifiques sur cette question demeurent contradictoire, certains mêmes parlant de refroidissement de la planète.

Laissons donc de côté la question de savoir si le réchauffement de la terre est dû à l'activité humaine ou à celle du soleil qui n'est pas plus stable dans le temps que l'inclinaison de la terre sur son axe par exemple. Force est de constater, et ce n'est pas nouveau, que l'anarchie qui règne dans le domaine de l'exploitation des ressources de notre planète ainsi que la production industrielle en général et qui caractérise le développement du capitalisme jusqu'à nos jours, a contribué à pourrir notre planète, et que cette raison suffit à condamner le capitalisme qui n'a d'autre raison d'être que l'accumulation du profit entre les mains d'une infime minorité.

Voyons maintenant les enjeux économiques qui sont derrière le fiasco de Copenhague.

1- il est le produit du refus des capitalistes des pays développés d'engager des investissements dans des technologies qui ne leur rapporteraient pas des profits aussi importants à court terme que ceux qu'ils engrangent aujourd'hui avec les énergie fossiles ou l'énergie nucléaire.

2- certes, une partie de cette industrie est obsolète et polluante, mais elle est rentabilisée depuis longtemps et elle a fait ses preuves en terme de profits.

3- les réserves mondiales en pétrole, gaz et charbon sont loin d'être épuisées et peuvent permettre de faire tourner à plein régime pendant encore des décennies les installations existantes, quitte à les améliorer encore pour un coût acceptable.

4- les énergies fossiles et l'énergie nucléaire sont entre les mains des multinationales des pays les plus riches ou ils en maîtrisent la technologie, ils n'ont donc pas envie d'abandonner cette manne ou cet avantage au profit des capitalistes des pays en voie de développement qui pourraient facilement développer et maîtriser d'autres technologies pour leur propre compte.

5- la déforestation en Amérique du Sud ou en Afrique profite en premier lieu à des multinationales agroalimentaires américaines (soja, maïs, banane, etc.) qui peuvent mettre la main sur des superficies gigantesques de terres par le biais de la corruption et conserver ainsi leur suprématie sur le marché mondial.

6- l'emploi des technologies actuelles permet à l'industrie automobile et du bâtiment de bénéficier d'une rente assurée sur le long terme qu'ils ne sont pas prêts à abandonner.

7- les nouvelles technologies plus techniques qu'industriels pourraient être mis en oeuvre par une multitude d'opérateurs, ce qui risquerait de briser le quasi-monopole actuel des multinationales dont le rôle serait ramené à celui de fabricants de pièces détachées pour éolienne ou panneaux solaires par exemple, comparé aux gigantesques installations pétrolières ou aux centrales nucléaires, au réseau électrique actuel, qui ne peuvent être financés, construits et entretenus que par des entreprises disposants de milliards d'euros.

Cette liste n'est pas exhaustive évidemment et demande à être complétée.

Finalement, on aura compris que les capitalistes dominants ne sont pas disposés à céder tout ou partie de leur suprématie sur le marché mondial à ceux des pays en voie de développement.

Je n'ai pas suivi ce sommet avec assiduité, cependant les quelques interventions que j'ai entendues de la part de représentants de pays en voie de développement ou dits pauvres, ne m'ont pas laissé indifférents, tant leur violence à l'égard des pays dits riches était inhabituel.

Lula a dit qu'ils n'étaient pas disposés à payer pour les pays qui se sont industrialisés au cours du XIXe et du XXe siècle et qui se sont enrichis en polluant la planète, qu'ils n'avaient pas de leçons à recevoir d'eux.

Le représentant du Soudan a été jusqu'à dire que l'accord qui leur était proposé revenait à « incinérer » l'Afrique.

Wade, le président du Sénégal, a dit plusieurs jours avant la fin de ce sommet (sur TV5Monde Asie), que s'il se résumait à des engagements, autant dire qu'il n'aurait servi strictement à rien, puisque les sommets précédents s'étaient terminés de la même manière et qu'en fait d'aide (50 puis 200 milliards de dollars promis), ils n'avaient rien vu venir.

Je pense que les dirigeants des pays en voie de développement ou pauvres ont pris la mesure de l'impasse dans laquelle se trouve les pays développés avec la crise qui les frappe depuis plus de deux ans maintenant, et qu'ils n'entendent pas être une énième fois les dindons de la farce, car eux aussi doivent faire face à une situation économique et sociale qui fragilise leurs régimes. Ils sont d'accord pour coopérer avec les tenants du capitalisme dominant dont ils partagent évidemment les intérêts, mais désormais pas à n'importe quel prix. Disons qu'ils sont juste un peu plus gourmands qu'avant.

Aux échecs des différentes réunions du G20 de l'année 2009, il faut ajouter celui de Copenhague où les représentants du capitalisme des pays dont dépend en grande partie la reprise économique dans les pays développés après la crise actuelle, ont exprimé ouvertement leurs exigences de se voir attribuer une part croissante du gâteau des profits résultant de l'exploitation de leurs peuples pour que ceux des pays dits riches continuent de vivre comme avant. Il est évident que chaque intervenant avait en permanence à l'esprit la situation économique, sociale et politique dans son propre pays, et qu'il défendait à la fois sa survie politique et les intérêts de sa propre bourgeoisie.

Cet échec illustre les tensions qui vont aller grandissantes entre les différents pays qui subissent tous à des degrés divers la crise du capitalisme, alors que d'une certaine manière, ce sommet devait contribuer à les atténuer. Apparemment les uns et les autres ne se faisaient aucune illusion sur son issu, ce qui tendrait à prouver qu'ils savaient que l'époque de la domination incontestable du monde par une poignée de pays dominants étaient en passe d'appartenir au passé, ce qu'il faut prendre évidemment avec des réserves, car des discours à la réalité il y a souvent un océan qui les sépare, l'impérialisme continue de disposer des moyens pour corrompre bien des régimes ou les éliminer pour les remplacer par d'autres à sa botte si nécessaire ou encore fomenter des guerres entre différents Etats, pour ensuite se présenter en libérateur ou sauveur suprême pour rafler la mise...

Un dernier mot sur La Talonnette.

Les commentateurs se sont empressés de dire que c'était un échec pour Sarkozy parce qu'il s'était engagé jusqu'au cou dans la préparation de ce sommet, mais déjà avant-hier soir la journaliste de TVMonde Asie aux infos remettait en place un intervenant en précisant que l'issu de ce sommet n'était pas complètement négatif, le nabot avait dit juste avant qu'il y avait du « positif » dans l'accord final signé par une poignée de chefs d'Etat.

(Vingt minutes après avoir écrit ces lignes). Je viens de regarder les infos ce dimanche soir, la même journaliste s'est ralliée à l'avis général qui parle d'échec, Brice Lalonde qui était sur le plateau de retour de Copenhague où il avait fait partie de la délégation française avec Sarkozy, a expliqué que c'était un succès qui certes ne correspondait pas aux attentes inconsidérées des peuples, mais que parler d'échec était exagéré.

Sarkozy n'aurait jamais dit que le texte final de trois pages, pas une de plus, était « positif » s'il ne s'était pas engagé à fond dans cette affaire convaincu qu'un accord était possible, dès lors il lui était indispensable qu'un accord intervienne. Il est mal en réalité. En se mettant ainsi en avant, il est devenu malgré lui le chef de file de l'impérialisme dénoncé par Chavez dans son discours sans en avoir ni la stature ni les moyens,

que le ridicule ne tue pas malheureusement. Alors pour sauver la face, il était nécessaire de présenter Sarkozy comme le sauveur suprême de ce sommet, ce qu'a fait Luc Chatel dès dimanche soir en disant que sans le nabot ce sommet aurait été un « *fiasco total* », se satisfaisant apparemment d'un fiasco tout court qu'il était plus facile ensuite de diluer, de partager ou de faire endosser aux autres dirigeants impérialistes. Les médias aux ordres et les laquais du régime se chargeront ensuite de propager la bonne parole pour dédouaner Sarkozy de toute responsabilité.

Cela n'a pas tardé. Julien Dray, dont les ennuis judiciaires se sont volatilisés comme par enchantement ces derniers jours, s'est empressé de reconnaître à Sarkozy le mérite de « *s'être battu* » tout en estimant que son « *coup de gueule* » de jeudi dernier n'avait servi à rien. (Reuters 20.12) Sarkozy, brave parmi les braves, a fait tout ce qu'il pouvait le pauvre, on ne peut rien lui reprocher et la boucle est bouclée.